

# CARTOGRAPHIER LES LIEUX DE LA DIVERSITÉ

Défis et opportunités pour l'interculturalité urbaine



**Guide pratique à l'usage des collectivités locales**





Ce document a été réalisé avec le soutien financier du programme Cités interculturelles (ICC) du Conseil de l'Europe. Les points de vue exprimés ici ne sauraient en aucun cas refléter la position officielle du Conseil de l'Europe.

Publication réalisée par la Ville de Reggio Emilia et la Ville de Modène en collaboration avec la Fondation Mondinsieme et le Département d'Études linguistiques et culturelles de l'Université de Modène et Reggio Emilia.

**Reggio Emilia** est connue dans le monde entier comme la ville du « Reggio Emilia approach » avec un système éducatif dédié à la petite enfance devenu une référence internationale. Également célèbre comme la « ville du Tricolore » (le drapeau italien), elle s'est distinguée au fil des années par la qualité et la bonne gestion de ses services publics ainsi que par la présence de nombreuses organisations de la société civile engagées dans des projets de solidarité, de durabilité, d'assistance et de soin. Depuis 2001, Reggio Emilia est la première ville italienne à se doter d'un centre interculturel, à adhérer au programme « Intercultural Cities » du Conseil de l'Europe, à élaborer en 2020 une stratégie pour la promotion de politiques interculturelles intégrées et, en 2022, à approuver un plan d'action local pour lutter contre le racisme, les discriminations fondées sur l'origine et l'appartenance culturelle ainsi que contre les crimes de haine. Avec une population d'environ 170 000 habitants, Reggio Emilia compte parmi les villes italiennes ayant la plus forte proportion de résidents non italiens (environ 17 %). Une présence qui augmente encore sensiblement si, au-delà de la seule possession de la citoyenneté italienne, l'origine culturelle est prise en compte : aujourd'hui, un habitant sur quatre de Reggio Emilia possède un profil international.



**Modène** est une ville d'une extraordinaire richesse culturelle, historique et économique. Sur le plan démographique, elle compte une présence significative de résidents au profil international : environ 15,4 % d'entre eux ne possèdent pas la citoyenneté italienne, avec des communautés particulièrement nombreuses originaires de Roumanie, des Philippines et du Maroc. La population étrangère, en moyenne plus jeune que la population italienne, contribue par ailleurs au rajeunissement de la ville. Sur le plan de la société civile et des services publics, Modène est animée par un dense réseau d'associations, de coopératives sociales et d'initiatives locales qui promeuvent l'intégration, la durabilité et la participation. C'est dans ce contexte – et aussi grâce aux sollicitations provenant des réalités associatives et multiculturelles actives sur le territoire – que la ville a lancé, en 2019, le programme « Modena Città Interculturale », un parcours visant à consolider une vision partagée de la coexistence, de l'inclusion et de la cohésion sociale. Modène participe également à des réseaux nationaux et internationaux dédiés à l'échange de bonnes pratiques : depuis 2018, elle adhère au réseau italien « Città del Dialogo » et, depuis 2019, au programme « Intercultural Cities » du Conseil de l'Europe tandis qu'en 2020, le conseil municipal a approuvé un document d'orientation politique définissant les objectifs et la portée de son adhésion au réseau ICC.

La **Fondation Mondinsieme**, centre interculturel de la Ville de Reggio Emilia, a pour mission principale de promouvoir la valeur et le respect de la diversité culturelle dans les différents contextes sociaux. Au fil des années, elle est devenue une organisation importante, reconnue à différents niveaux (local, régional, national et international), non seulement pour ses compétences interculturelles solides, mais aussi pour ses capacités de conception de projets et de formation, qui en ont fait un organe consultatif pour le développement de politiques et le renforcement de compétences

Le **Département d'Études linguistiques et culturelles** de l'Université de Modène et Reggio Emilia se consacre à étudier la complexité du monde contemporain sous divers angles : linguistique, historique, philosophique, littéraire, anthropologique, sociologique, économique et juridique. En particulier, la recherche sociologique menée au sein du Département – de même que l'enseignement – portent sur les significations liées à la diversité culturelle, sur la promotion et la facilitation du dialogue interculturel et de la médiation linguistico-culturelle, et approfondissent des concepts et des méthodologies de recherche et d'analyse pouvant également être appliqués dans des contextes institutionnels tels que l'éducation et la santé.

# Table des matières

<b>Préface</b>	5	<b>Conclusion</b>	48
<b>Introduction</b>	8	<b>Appendix: exemples de cartes</b>	50
<b>PREMIÈRE PARTIE: Définition et mise en œuvre du projet</b>		<b>Appendix: FICHE DE RELEVÉ</b>	53
1.1. Profil, objectifs et domaines d'analyse	13	<b>Bibliographie</b>	58
1.2 Méthodologie	21		
1.3 Résultats : la production de cartes interactives au moyen du logiciel ArcGIS	26		
<b>MAP: Multilinguisme et écoles de langues maternelles à Modène</b>	33		
<b>MAP: Entrepreneuriat et diversité culturelle dans le quartier Santa Croce de Reggio Emilia</b>	34		
<b>MAP: Diversité religieuse à Reggio Emilia, quartier intérieur et extérieur de Santa Croce</b>	35		
<b>DEUXIÈME PARTIE: Cartographier la diversité culturelle étape par étape</b>	36		

# Préface

Depuis plusieurs décennies, les villes italiennes et européennes connaissent un important processus de transformation lié à la diversité culturelle et sociale croissante qui les caractérise. Ce processus exige une lecture plus approfondie et plus visible de cette diversité, car ce n'est qu'à travers une compréhension précise de ses différentes dimensions à l'échelle urbaine qu'il est possible d'élaborer des politiques et des stratégies efficaces afin de favoriser une participation réelle de tous les habitants.

Quel que soit le visage que prend la diversité culturelle sur les différents territoires, il est indéniable que les espaces partagés de la vie urbaine (qu'il s'agisse des espaces urbains ouverts ou des espaces fermés de la culture et de l'éducation) connaissent des interactions entre des personnes d'origines culturelles variées. Toutefois, cette diversité ne transparaît pas toujours dans la représentation visuelle de ces espaces.

L'observation du « paysage linguistique »<sup>1</sup> des centres historiques et des principaux lieux de socialisation – notamment les espaces éducatifs –

---

<sup>1</sup> Ce terme renvoie à la visibilité et la saillance des langues sur les enseignes publiques et commerciales d'un territoire donné, y compris sur les bâtiments institutionnels. Plusieurs théories sociologiques soutiennent que le « paysage linguistique » peut remplir d'importantes fonctions informatives et symboliques en tant que marqueur du pouvoir et du statut relatifs aux communautés linguistiques présentes sur un territoire (Landry et Bourhis, 1997).

révèle une diversité souvent peu perceptible. Il est nécessaire de soutenir une transformation plurielle des espaces publics, non seulement pour qu'ils reflètent correctement la population qui les habite, mais aussi pour promouvoir le sentiment d'appartenance ainsi que les possibilités d'hybridation et de participation de tous.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet de cartographie des lieux de la diversité culturelle réalisé par la Ville de Reggio Emilia et la Ville de Modène grâce à une subvention interurbaine du programme Intercultural Cities du Conseil de l'Europe.

La cartographie, réalisée grâce au logiciel Geographic Information System (GIS) ArcGIS – une plateforme servant à l'analyse et à la visualisation de données spatiales – se concentre sur certaines composantes du paysage urbain considérées comme significatives pour la diversité culturelle les deux territoires expriment.

Utile pour définir les priorités, formuler, mettre en œuvre et évaluer les politiques locales, cette cartographie constitue également un outil essentiel pour déployer des stratégies et des pratiques de placemaking, entendu comme processus collaboratif permettant de façonner la sphère publique afin d'en maximiser la valeur partagée, grâce au renforcement du lien entre les personnes et les lieux.

Rédigé par la Ville de Reggio Emilia et la Ville de Modène, avec la contribution des chercheuses ayant mené les travaux à l'origine de l'élaboration des deux cartes territoriales, ce guide fait office de support pour tous les territoires – en particulier pour les villes adhérant au réseau international « Intercultural Cities » et à ses différents réseaux nationaux – appelés à réfléchir aux diversités présentes en leur sein, dans la volonté de les valoriser afin de transformer les différences en opportunités de caractère éducatif, économique, social et culturel.

Nous remercions donc chaleureusement la Fondation Mondinsieme ainsi que le Département d'Études linguistiques et culturelles de l'Université de Modène et Reggio Emilia pour le précieux travail accompli ainsi que le programme « Intercultural Cities » du Conseil de l'Europe pour le soutien offert à travers le financement accordé.

# Introduction

Le concept de cartographie culturelle fait référence à un ensemble de pratiques et d'outils d'enquête qui visent à rendre visibles les manières dont les récits, les relations, les pratiques et les mémoires contribuent à construire les significations des lieux, des personnes et des cultures. Cette approche s'est développée selon deux axes principaux : le premier, centré sur la documentation et l'identification des lieux culturels tangibles et intangibles d'un territoire ; le second, de nature plus interactive et participative, visant à comprendre le « sens du lieu » à travers les récits et les expériences que les personnes instaurent avec et dans l'espace urbain. Dans les pratiques contemporaines, ces deux perspectives s'entremêlent en donnant naissance à des processus qui associent la collecte systématique de données à la construction partagée de significations. La cartographie culturelle est donc à la fois une méthode de recherche et un processus social qui met en relation les connaissances locales, l'identité et la participation. Elle permet de rendre visibles non seulement les ressources matérielles, mais aussi les ressources symboliques, relationnelles et narratives qui constituent la vie d'une communauté (Duxbury, Garrett-Petts & MacLennan, 2015).

Dans le présent projet, la cartographie est utilisée comme un outil pour comprendre comment la diversité culturelle se manifeste, se concrétise et se transforme dans les villes contemporaines. Dans un monde de plus en plus globalisé et urbanisé, les langues, les lieux de culte et les activités commerciales peuvent se révéler de précieux indicateurs d'appartenance, d'identité et de transformation sociale, que la cartographie permet de mettre en lumière. En effet, les migrations, la mobilité et le métissage culturel ont fait des grandes villes des espaces où coexistent des dizaines de langues, de religions et de cultures, souvent invisibles dans les statistiques officielles, mais bel et bien présentes dans la vie quotidienne. Dans ce contexte, la cartographie, surtout lorsqu'elle est interactive, tant dans sa production que dans ses résultats, peut devenir un outil de connaissance pour adapter les politiques d'inclusion et de planification sociale.

Dans ce sens, la cartographie culturelle apparaît aussi comme un processus de participation et d'autonomisation qui : implique directement les résidents dans la construction des connaissances sur leur territoire (Borru, 2006 ; Jeannotte, 2016), redonne de la visibilité à ces diversités et reconnaît à chacune d'elles le droit d'être représentée « par le bas », en fournissant elle-même les données et en décidant de la manière dont elle souhaite se représenter (Perlin et collaborateurs, 2021). Les cartes culturelles deviennent des plateformes de dialogue entre les habitants, les chercheurs/chercheuses et les institutions, où le savoir local est reconnu comme une ressource pour les constructions partagées et la planification sociale. Les expériences internationales de cartographie communautaire et de « contre-cartes » ont en effet révélé que la cartographie culturelle peut faire émerger des mémoires et des narrations souvent absentes des représentations

officielles, souvent destinées à simplifier la diversité existante, donnant ainsi de la visibilité à des formes de connaissance contextuelles et plurielles (Crouch & Matless, 1996 ; Rodman, 2003). Par cette approche « par le bas », la cartographie devient un acte interactif de représentation et de négociation des significations qui remet en question les hiérarchies et les frontières culturelles préétablies. La cartographie urbaine se présente comme un langage commun entre recherche, technologie et citoyenneté, car elle permet de transformer les données et les cartes en récits – et inversement – et de faire des éléments culturels non pas des frontières, mais des ponts entre les personnes (Extra & Yağmur, 2008 ; Perlin et collaborateurs, 2021).

La cartographie de la diversité culturelle réalisée dans les Villes de Modène et de Reggio Emilia s'est basée sur une approche qualitative et constructiviste, visant à saisir la complexité des expériences culturelles sans les réduire à des catégories prédéfinies.

De cette manière, la cartographie devient un outil de dialogue interculturel qui tente de saisir les aspects qui s'entremêlent, se superposent et se connectent entre les personnes et les cultures. En effet, dans les villes contemporaines, la coexistence de différentes réalités culturelles entraîne le besoin d'une communication interculturelle efficace et non discriminatoire.

Depuis au moins une décennie, la vision essentialiste des cultures et de leur rencontre a été dépassée. Celle-ci considérait que la communication interculturelle naît de la rencontre entre des individus appartenant à des cultures différentes et qu'elle repose donc sur une différence de valeurs associées de manière univoque et nécessaire à des groupes. Ainsi, d'une part, les éléments culturels d'un groupe définiraient nécessairement l'identité et les actions des individus et, d'autre part, les individus appartenant à un même groupe culturel se comporteraient tous de la même manière.

De cette perspective scientifiquement infondée découlent: le stéréotype qui considère tous les membres d'une culture comme ayant les mêmes orientations comportementales (Holiday, 2011) ; les préjugés, c'est-à-dire des jugements ne reposant pas sur une réflexion scientifique, et les distinctions de valeurs entre identité/nous et altérité qui conduisent à des actions discriminatoires (Baraldi, 2020).

La perspective alternative adoptée par ce projet est celle du constructivisme: les identités et les différences culturelles sont construites localement et de manière contingente au sein d'interactions spécifiques.

Ces constructions sont définies des « small cultures » (Holliday, 2013 ; Holliday & Amadasi, 2020), en opposition à l'idée d'une culture préétablie dans la mesure où elles conçoivent les différences culturelles comme des productions négociées localement dans des situations contingentes.

Il en découle qu'il est impossible de définir la

culture globale d'un groupe ou d'une nation (Piller, 2011), et que les constructions de la différence culturelle sont instables et varient selon le contexte et les participants.

Ainsi, la diversité culturelle n'est pas considérée comme une rencontre entre des cultures fixes et opposées, mais comme un processus dynamique et relationnel dans lequel les différences sont continuellement négociées et transformées.

En tenant compte de cette perspective, des études récentes montrent que, lorsque la signification de diversité culturelle est construite, la forme de communication dialogique s'avère particulièrement utile pour instaurer une communication interculturelle efficace (Baraldi, Farini, Iervese, 2021).

Le dialogue est une forme de communication fondée sur l'équité, l'empathie et l'autonomisation de la participation active de tous les individus considérés comme uniques, spécifiques et autonomes.

Ce type de communication met l'accent sur les personnes et considère ainsi les différences culturelles comme des expressions culturelles individuelles : les identités culturelles dérivent de trajectoires personnelles ; elles constituent des choix effectués par des personnes singulières, uniques et autonomes, plutôt que des manifestations d'appartenance à un groupe. Ainsi, le dialogue permet d'aborder la diversité culturelle comme l'une des manifestations de l'identité personnelle car les expériences individuelles peuvent elles-mêmes conduire à la construction d'identités culturelles. En effet, dans la communication dialogique, des éléments narratifs personnels sont produits de manière contingente, locale et toujours imprévisible, sous forme de « small cultures ». Pour cette raison, le dialogue permet l'hybridation à travers des formes de communication qui déterminent l'instabilité et la fluidité des identités culturelles (Baraldi, 2020, Iervese, 2024).

Ce cadre théorique et épistémologique se veut donc une invitation adressée à l'ensemble des acteurs potentiellement impliqués – décideurs

politiques, urbanistes, professionnels de l'éducation et autres professionnels du secteur – à envisager les actions possibles de cartographie culturelle sur leurs territoires comme des constructions partagées (entre ceux/celles qui mènent la recherche et les résidents) et comme des processus à court, moyen et long terme, plutôt que comme des photographies extemporanées d'une diversité culturelle qui ne peut être figée ni dans le temps ni dans l'espace. Outre le fait d'être soutenue par une vision politique claire et par des compétences adéquates de lecture des données ainsi que d'interprétation des processus sociaux sous-jacents, toute action de cartographie envisagée devra prévoir des révisions périodiques – voire des stratégies et des outils d'actualisation en temps réel – rendues possibles également grâce à la contribution active de l'ensemble de la citoyenneté.<sup>2</sup>

---

<sup>2</sup> À cet égard, il peut être utile de prévoir des outils permettant à tout individu d'effectuer des géolocalisations en temps réel, en gardant toutefois à l'esprit que ces données nécessiteront dans tous les cas des vérifications ultérieures appropriées.

# PREMIÈRE PARTIE: Définition et mise en œuvre du projet

## 1.1. Profil, objectifs et domaines d'analyse

Ayant compris l'importance et la délicatesse d'une action de cartographie des lieux de la diversité culturelle présents sur un territoire, il faut être pleinement conscient de l'effort qu'une telle action exige (un effort proportionnel à l'étendue de la zone géographique analysée), tant dans le moment présent que dans le temps à venir, puisque les cartes doivent être continuellement mises à jour pour refléter les changements dynamiques qui ont inévitablement lieu. Avant de se lancer dans ce type d'action, il est donc primordial pour une collectivité locale d'évaluer la faisabilité de cet effort sur le long terme (y compris les contributions éventuelles que d'autres acteurs peuvent apporter dans une dimension de collaboration synergique).

Cela fait plusieurs années que la Ville de Reggio Emilia s'interroge sur l'importance d'une action de cartographie, mais il était nécessaire que les conditions soient réunies pour mener une première expérimentation pilote sur certains domaines et dans quelques sous-zones du territoire. Cette orientation est sous-tendue par la conviction, confirmée par la suite par les résultats du projet, que le fait de porter quelques premiers éléments concrets à l'attention des organes techniques et politiques peut amener l'ensemble de l'administration à se convaincre de l'importance de cartographier l'ensemble de la ville et de maintenir cet effort sur le long terme.

De même que les politiques interculturelles ne doivent pas relever d'un seul service ou d'un seul département, mais s'inscrire dans l'ensemble des politiques de la collectivité, la cartographie des lieux de la diversité culturelle ne peut être l'action isolée d'un service unique, mais doit être intégrée dans l'ensemble des services afin de se refléter dans toutes les politiques de l'institution et devenir ainsi véritablement un patrimoine partagé par l'ensemble de la citoyenneté.

La subvention inter-villes octroyée par le programme Intercultural Cities du Conseil de l'Europe a donc offert à la Ville de Reggio Emilia la possibilité de réaliser cette cartographie à titre expérimental, tout en ouvrant un dialogue de nature politique et technique avec les différents services de la collectivité.

Lors du choix de la ville partenaire, Reggio Emilia a d'abord envisagé la possibilité d'un partenariat international en raison de la richesse qu'offre habituellement la confrontation avec des contextes, même géographiquement éloignés.

Toutefois, compte tenu de la nature du projet et du rôle joué par les variables contextuelles (comme les tendances démographiques, les résultats d'actions politiques définies dans ce contexte, etc.), il a été estimé qu'un partenariat national, voire régional, pourrait mieux soutenir cette comparaison.

Le choix s'est donc porté sur la Ville de Modène, non seulement parce qu'elle est l'une des municipalités les plus actives au sein du réseau national « Città del Dialogo » (Villes du Dialogue), mais aussi parce qu'il s'agit d'un territoire contigu. En plus de partager une planification urbaine similaire – les deux villes étant soumises à la loi urbanistique régionale de l'Émilie-Romagne – des tendances démographiques et socio-économiques proches, résultant de cette contiguïté territoriale, ont généré au fil du temps des défis communs, déjà au centre de comparaisons entre les deux villes depuis longtemps.

Le présent projet a donc permis d'approfondir et

de mieux étayer cet échange qui s'est révélé particulièrement productif, notamment en ce qui concerne les domaines à explorer par le biais de la cartographie.

Bien que, lors de la présentation de la proposition, un choix commun des domaines ait été souhaité – afin de permettre aussi, à la lumière de la contiguïté territoriale, une comparaison des résultats – cela n'a pas été possible au moment de la mise en œuvre du projet. Compte tenu de l'étroite connexion avec les politiques interculturelles en vigueur dans chaque territoire et des priorités stratégiques respectives, les deux villes ont identifié des domaines d'enquête différents.

Depuis 2020, la Ville de Reggio Emilia met en œuvre le plan stratégique DiTutti, un plan visant à apporter un regard interculturel à l'ensemble des services et des départements

de l'administration, au moyen d'actions transversales et intersectorielles.

Au moment du lancement du projet, parmi les cinq axes d'action prévus par le plan, deux font l'objet d'une attention particulière : le dialogue entre les religions et la spiritualité ainsi que les « diversity labs » (économies plurielles et innovation de la diversité). La réalisation des actions prévues dans le cadre du plan nécessite, en effet, une implication active de toutes les parties potentielles concernées par chacun des domaines thématiques, et en particulier une actualisation de leurs besoins ainsi que des ressources qu'ils peuvent mettre en partage. Pour les deux domaines identifiés, cette actualisation apparaît plus que jamais nécessaire, car ils sont davantage sujets à des changements fréquents en termes de présence, de localisation et de figures de référence.

Les lieux de culte, expression d'un pluralisme religieux, constituent une réalité importante du tissu urbain de Reggio Emilia, mais ils sont fortement invisibilisés, car les espaces qu'ils occupent ont eu, au fil du temps, des usages tout autres (par exemple des locaux commerciaux). De ce fait, ces lieux ne présentent extérieurement aucune caractéristique liée au culte qui y est pratiqué.

De plus, le fait que la majorité de ces espaces n'appartienne pas aux communautés religieuses, mais soit louée par celles-ci, rend leur présence dans un lieu donné temporaire (avec la possibilité de se déplacer ailleurs dès qu'apparaissent des opportunités d'achat ou bien des conditions plus adaptées à leurs besoins).

La Ville de Reggio Emilia éprouve des difficultés à suivre ces déplacements, y compris la fermeture et l'ouverture de nouveaux espaces – sans parler du fait que, dans certains lieux de culte, les figures de

référence changent fréquemment, bien souvent sans aucune notification officielle.

Afin de rendre la collaboration avec les lieux de culte la plus transparente possible, l'administration municipale a lancé, en juin 2021, un appel ouvert sans échéance pour constituer un registre des associations et des organisations représentant les différentes confessions religieuses, en cohérence avec le plan pour les politiques interculturelles DiTutti.

L'inscription sur ce registre constitue une condition préalable à la collaboration avec la Ville (de la signature de protocoles à la participation à des activités liées au dialogue interculturel et à la promotion du pluralisme religieux ou à d'autres thématiques connexes). Les associations et les organisations exprimant des confessions religieuses inscrites au registre pourront apporter leur contribution pour favoriser des initiatives de dialogue interculturel et participer activement au bien-être de la communauté locale.

À ce jour, les lieux de culte inscrits au registre représentent un peu plus de 25% des lieux dont l'existence est supposée (comme cela a été expliqué plus haut, le nombre précis de lieux existants, certains ayant aussi un caractère informel, ne peut être estimé avec exactitude). Ce projet de cartographie a donc été l'occasion de faire un relevé significatif des principaux lieux de culte existants et d'entrer en relation avec leurs référents (même nouveaux), consolidant ainsi d'anciennes alliances ou créant de nouvelles relations de confiance.

Les activités commerciales constituent un autre domaine pour lequel cette cartographie a offert de nouvelles et intéressantes perspectives d'analyse. Comme dans de nombreuses autres villes, le centre historique de Reggio Emilia est confronté à ce qui est couramment désigné comme un phénomène de désertification commerciale, marqué par la fermeture des commerces traditionnels

et la transformation progressive de cette zone en un espace moins dynamique.

Dans cette période de contraction du commerce italien, les entreprises commerciales détenues par des résidents ayant un profil international se sont, quant à elles, considérablement développées. La cartographie des commerces gérés par ces citoyens a donc permis d'approfondir ce phénomène et de comprendre les défis et les opportunités auxquels ces entrepreneurs sont confrontés dans leur activité.

Étant donné que ces espaces – tout comme les lieux de culte – sont eux aussi sujets à des changements (ouvertures, fermetures ou changements d'adresse motivés par des conditions plus favorables), la cartographie a été réalisée à titre expérimental en sachant parfaitement que, sans mise à jour régulière, les données collectées risquent rapidement de devenir obsolètes.

Compte tenu, d'une part, du peu de temps disponible pour la réalisation du projet et de la nécessité de ne pas se limiter à une simple géolocalisation des lieux identifiés et, d'autre part, de la possibilité d'entrer en contact avec chacun d'eux dans le cadre de ce projet, la Ville de Reggio Emilia a décidé de se focaliser sur une zone particulière de la ville : le quartier de Santa Croce, où se concentre effectivement la majorité des lieux de culte dits « minoritaires » ainsi que de nombreuses activités commerciales tenues par des résidents ayant un profil international.

En s'appuyant sur les processus participatifs et collaboratifs déjà actifs dans le quartier, la municipalité a également pu impliquer dans le projet des acteurs locaux non institutionnels engagés dans ces instances. D'autres parties prenantes clés, qui ont contribué de manière significative à l'identification de ces lieux « invisibles », sont les associations participant à l'assemblée de la Fondation Mondinsieme.

Beaucoup de ces associations représentent les communautés de la diaspora les plus présentes à Reggio Emilia et comptent parmi leurs membres des usagers réguliers des espaces concernés.

Cette approche participative et communautaire a également orienté les choix méthodologiques plus larges adoptés par la municipalité de Modène, qui a impliqué des associations de la diaspora et d'autres acteurs locaux dans l'analyse du domaine thématique sélectionné, à savoir les cours de langue maternelle. Ce choix présente une double valeur, à la fois inclusive et stratégique.

Cartographier la diversité linguistique – en particulier les cours de langue maternelle actifs – signifie en effet reconnaître que le multilinguisme n'est pas un élément secondaire, mais une ressource essentielle pour la communauté.

Tout d'abord, il s'agit d'un acte inclusif car valoriser les langues maternelles vise à reconnaître l'importance des personnes, des familles, des communautés et des associations qui vivent et coopèrent sur le territoire.

Ce choix reflète une vision qui place le multilinguisme au cœur de l'action publique : admettre que plusieurs langues coexistent dans la vie quotidienne des habitants est un acte de respect et d'ouverture qui s'oppose à l'idée de considérer la connaissance de certaines langues comme un inconvénient et un problème. Cela revient à affirmer qu'une communauté n'est pas seulement monolingue, mais qu'elle est d'autant plus riche qu'elle permet la coexistence de langues, de cultures et d'identités.

En ce sens, cette cartographie vise à devenir un outil permettant de rendre visible ce qui reste souvent « caché » : cours familiaux ou

associatifs, initiatives de langue maternelle destinées à l'ensemble de la population, aux personnes immigrées ou issues de la deuxième génération, activités proposées dans les associations ou les quartiers. Cartographier, en ce sens, devient un acte de valorisation.

En second lieu, il s'agit d'un acte stratégique car la cartographie constitue un service pour la population et pour les communautés. Savoir quels cours de langue maternelle existent, où ils ont lieu, à qui ils s'adressent, dans quelles langues, avec quelles modalités, signifie offrir transparence et facilité d'accès à ceux qui cherchent des possibilités d'apprentissage.

Cela permet d'accompagner les personnes qui, pour des raisons personnelles, familiales ou professionnelles, souhaitent maintenir ou développer leur langue maternelle ou une autre langue lorsque les cours sont ouverts à tous, ainsi que les compétences linguistiques et culturelles qui y sont associées.

Mais cela permet aussi aux administrations, aux écoles et aux associations de disposer d'un outil de planification, de coordination et de liaison : savoir « qui fait quoi » et « où » ouvre la voie à des collaborations, des synergies, à la prévention des chevauchements et à une meilleure optimisation des ressources.

Il convient également de souligner qu'une cartographie des services destinés aux usagers d'origine étrangère a déjà été réalisée dans le cadre du projet européen MUST-A-Lab : un parcours de co-conception dédié aux jeunes ayant un profil migratoire, qui a abouti à la réalisation d'une carte thématique de la ville de Modène contenant des informations permettant aux personnes migrantes, confrontées à des difficultés dues à la barrière de la langue, d'accéder aux services de la ville.

Cette expérience antérieure constitue une base solide : elle a inspiré des idées sur la

manière de collecter les données et, ce qui n'est pas moins important, sur la manière d'impliquer les organisations locales. Toutefois, la particularité de cette nouvelle cartographie est qu'elle s'adresse à l'ensemble de la population, et non plus seulement à un sous-ensemble spécifique. Ce n'est plus un projet « pour certains », mais un service conçu « pour toutes et tous », visant à garantir équité, accessibilité et participation active.

Le dialogue initial entre les deux Villes et la définition de leurs domaines d'enquête respectifs ont donc permis d'affiner les objectifs du projet initialement annoncés, en les déclinant comme suit :

- cartographier la diversité culturelle pour la valoriser (en accord avec l'approche du « Diversity Advantage ») ;
- comprendre la diversité urbaine afin d'aider les décideurs politiques dans la planification de leurs politiques ;

- permettre aux citoyens de connaître la richesse du territoire et de mieux s'orienter dans l'accès aux services;
- générer un modèle transposable à l'échelle régionale (Émilie-Romagne), nationale (réseau « Città del Dialogo ») et internationale (programme ICC et autres réseaux internationaux).

---

3 Issu du contexte entrepreneurial où il désigne l'avantage compétitif qu'une entreprise acquiert en gérant stratégiquement ses diversités internes, cette approche - appliquée aux politiques de la ville - permet de transformer les différences individuelles en une ressource clé pour renforcer la compétitivité économique, l'innovation et l'image du territoire.

## 1.2. Méthodologie

Comme indiqué précédemment (par. 1.1), pour réaliser la cartographie de la diversité culturelle, les Villes de Reggio Emilia et de Modène ont adopté des approches différentes pour la sélection des domaines d'analyse, en fonction des spécificités de leur contexte urbain et des priorités définies par leurs administrations municipales respectives. Elles ont privilégié différentes dimensions de la diversité culturelle selon la configuration du tissu urbain, les priorités institutionnelles et les retombées attendues sur les politiques sociales locales. Cette différenciation ne représente pas une fragmentation méthodologique, mais une adaptation aux caractéristiques spécifiques des contextes territoriaux, visant à mettre en valeur les formes les plus significatives par lesquelles la diversité culturelle se manifeste et s'entrelace avec la vie de la ville.

Cependant, les deux villes se sont concentrées non seulement sur l'identification et la documentation d'éléments culturels tangibles et intangibles (écoles, lieux de culte et activités commerciales) qui représentent la dimension visible et spatiale de la diversité urbaine (Duxbury, Garrett-Petts & MacLennan, 2015) afin de rendre évidentes les connexions entre la distribution physique des espaces culturels et les dynamiques sociales de la ville, mais aussi sur une « cartographie profonde » et une « approche

narrative des lieux » (Roberts, 2016; Jeannotte, 2016), afin de rendre évidentes les connexions entre la distribution physique des espaces culturels et les dynamiques sociales de la ville, mais aussi sur une « cartographie profonde » et une « approche narrative des lieux » (Roberts, 2016 ; Jeannotte, 2016), afin d'éviter tout essentialisme et de privilégier la collecte de récits, d'expériences et d'identités liés à l'enseignement des langues et au pluralisme des religions et des appartenances.

Les références théoriques qui ont guidé la réalisation du projet sont, d'une part, le concept de cultures comme constructions locales, interactives, instables et hybrides, présenté dans l'introduction (Holliday, 2013 ; Holliday & Amadasi, 2020) et, d'autre part, celui des récits comme porteurs de sens et de symboles, continuellement actualisés et réactualisés dans la communication pour transmettre des identités (Somers, 1994 ; Baraldi, 2020 ; Iervese, 2024).

En effet, le concept de narration est essentiel pour comprendre comment les identités, les significations et les relations sociales se construisent dans les contextes mondialisés, puisque la narration constitue la modalité fondamentale par laquelle les individus et les groupes sociaux donnent sens à leur identité et à leur expérience.

Les récits permettent aux acteurs sociaux de définir eux-mêmes leur identité et leur appartenance, en organisant leurs expériences de vie en histoires cohérentes qui véhiculent des identités multiples, fluides et parfois ambiguës (Amadasi S., Ballestri C. 2020).

C'est la raison pour laquelle il a été choisi de recueillir les données sous forme de récits des participants, au moyen d'entretiens semi-structurés guidés par une fiche de relevé, entendus comme des constructions communicatives condensant les expériences et les significations.

En effet, les récits sont des constructions sociales qui, dans l'interaction avec les personnes chargées de recueillir les données, font émerger des identités individuelles et collectives, et relie les expériences personnelles à des horizons plus vastes tels que la migration ou l'appartenance nationale (Somers, 1994).

En outre, en raison même de leur caractère interactif et contingent (les récits sont recueillis dans l'interaction spécifique avec la personne chargée de l'entretien), ils s'apparentent à des constructions qui mettent en évidence l'instabilité, la fluidité et l'hybridation qui, comme il a déjà été vu, sont des concepts clés pour comprendre les villes multiculturelles.

Enfin, les récits constituent un outil qui permet de recueillir des données « par le bas » et de manière participative et interactive, car la personne qui les collecte sollicite les histoires des personnes impliquées tout en ne restant pas extérieure au processus:

elle en devient une partie intégrante, co-construisant des significations et des récits de trajectoires et d'expériences personnelles et culturelles.

Cette méthode d'enquête permet d'éviter les catégorisations dans la mesure où elle crée des ponts et des connexions entre les histoires et les trajectoires personnelles et culturelles : en effet, la personne chargée des entretiens établit des contacts personnels avec les individus impliqués ainsi qu'avec leurs communautés, permettant un véritable dialogue qui tient compte également des différences susceptibles d'émerger.

Ainsi, la méthodologie de collecte de données s'est fondée sur la collecte et l'analyse des récits produits par les participants au projet.

Pour atteindre cet objectif, les actions suivantes ont été réalisées dans l'ordre:

## 1. CRÉATION DES FICHES DE RELEVÉ<sup>4</sup>

Des fiches de relevé ad hoc ont été créées pour chaque type de lieu à cartographier, comprenant des informations préliminaires permettant l'identification (par exemple adresse, contacts téléphoniques, etc.) ainsi que des approfondissements thématiques liés à la nature du lieu.

## 2. IDENTIFICATION DES LIEUX<sup>5</sup>

Une approche différente d'accès au terrain a été utilisée en fonction des caractéristiques des lieux et, en particulier, de leur visibilité effective.

<sup>4</sup> Étant donné les différents domaines d'investigation, Reggio Emilia et Modène ont élaboré des formulaires distincts (tous inclus dans l'annexe).

<sup>5</sup> À Reggio Emilia, les activités commerciales, en raison de leur visibilité, ont été identifiées de manière immédiate et précise à travers un repérage sur le territoire. En revanche, pour les lieux de culte, en raison de leur invisibilité, l'identification s'est appuyée sur une liste construite au fil des années (et actualisée grâce au projet), en échangeant avec des « informateurs clés », c'est-à-dire des personnes proches de ces lieux par la foi qu'elles y professent ou par d'autres types de liens (membres d'associations diasporiques, membres du diocèse, etc.). La présence médiatique de certains lieux (actifs à travers des sites web ou des pages sur les réseaux sociaux) a également permis d'actualiser la liste, notamment en ce qui concerne les nombreux changements d'adresse observés. Concernant la Ville de Modène, l'invisibilité de la majorité des enseignements de langue maternelle (à l'exception de ceux ouverts à l'ensemble de la population) a impliqué le besoin d'un échange avec des figures de référence en relation avec des réalités associatives, religieuses ou culturelles, qui ont été en mesure de fournir des contacts relatifs à un quartier d'abord, puis à toute la ville de Modène.

### **3.ENGAGEMENT AVEC LES LIEUX**

Une fois les lieux identifiés, des contacts initiaux ont été établis avec les personnes impliquées dans la cartographie, en leur expliquant les objectifs du projet, en leur envoyant du matériel d'information si nécessaire et en leur demandant de se joindre au projet. Durant cette phase, un climat de confiance a été instauré avec les personnes concernées, facilitant le dialogue.

### **4.ENTRETIENS**

Des entretiens semi-structurés ont été menés avec les référents identifiés pour chaque lieu. Ce dialogue a permis de faire émerger les défis et les opportunités que ces lieux rencontrent.

### **5. CRÉATION DES CARTES**

Les fiches ont été utilisées pour créer une carte interactive au moyen du logiciel ArcGIS et pour rassembler des informations utiles aux politiques locales.

Ce choix méthodologique implique que l'interculturalité a été abordée comme un processus négocié, constitué de fils narratifs reliant des expériences différentes, plutôt que comme une « donnée objective » à observer – c'est-à-dire comme des blocs produits par des discours de la différence et par des logiques d'opposition entre « nous » et « eux ».

Dans cette perspective, le contexte urbain est compris comme un espace de co-construction, constitué de lieux, de besoins et de pratiques qui s'adaptent mutuellement et s'hybrident à travers le dialogue et l'interaction entre les individus, envisagés comme étant tous également porteurs de diversité.

Ainsi, la diversité a été interprétée comme le résultat de situations communicatives spécifiques, dans lesquelles les participants rendaient visibles ou contestaient les différences et produisaient de nouveaux présupposés partagés pour la compréhension réciproque.

La validité de la recherche ne réside donc pas dans l'objectivité des données, mais dans la transparence de la méthodologie et du processus d'interprétation. Nous avons explicité notre rôle de collecteurs de données en tant que co-constructeurs des récits et mis en valeur la pluralité des voix, en reconnaissant le caractère contextuel et relationnel des témoignages recueillis.

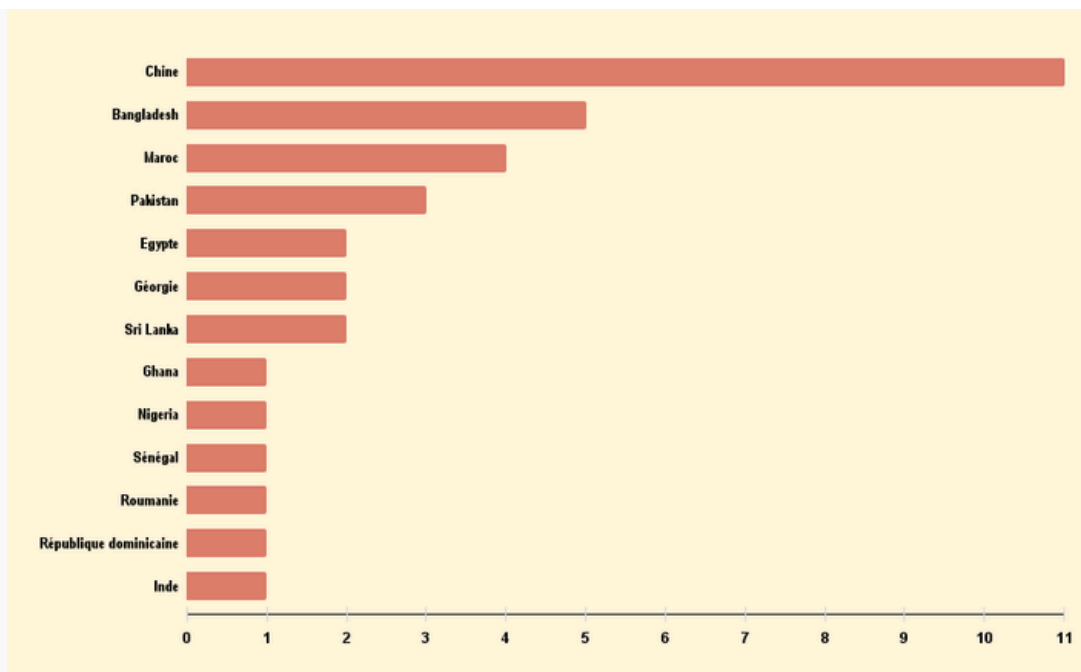
### **1.3. Résultats : la production de cartes interactives au moyen du logiciel ArcGIS**

Au cours des cinq mois de mise en œuvre du projet, la Ville de Reggio Emilia a identifié sur son territoire 36 activités commerciales tenues par des citoyens ayant un profil international et 8 lieux de culte de différentes religions (non catholiques).

Concernant le commerce, les secteurs les plus représentés sont, dans l'ordre : les bars et les restaurants (30,5%), les services de coiffure et d'esthétique (27%), les commerces alimentaires (19%), les services de transfert d'argent, les services postaux et téléphoniques (17%), les bazars et les boutiques d'artisanat (7,5%). Les entretiens montrent ensuite qu'un tiers de ces commerces ont ouvert après 2020, ce qui révèle une phase de transformation rapide au cours de la dernière décennie.

Concernant le statut juridique, à l'exception d'un seul commerce, tous les autres doivent être considérés comme des entreprises individuelles. L'origine des propriétaires est illustrée dans le tableau suivant :

## Origine internationale des propriétaires



Au-delà de la compréhension de la configuration de ces activités commerciales – en particulier des services proposés et des principales caractéristiques de leurs clients, permettant ainsi d’affiner une lecture interculturelle de ces réalités – la cartographie, grâce à l’agrégation des données, a permis de mieux comprendre le quartier et les défis auxquels il est confronté.

Il en ressort notamment que ces commerces sont spatialement marginalisés, et le sont également dans les initiatives commerciales communautaires (par exemple, de nombreux marchés de rue se concentrent dans la partie initiale de la rue, là où les commerces tenus par des résidents d’origine italienne sont plus nombreux).

Les informations recueillies lors des entretiens permettent aussi de mieux comprendre la faible participation de ces commerçants aux processus participatifs promus par l'administration municipale : le fait que la grande majorité des propriétaires n'ait ni employés ni collaborateurs rend impossible leur absence pour participer à des initiatives extérieures.

En ce qui concerne la cartographie des lieux de culte, la zone analysée concentre environ 25 % des lieux de culte de toute la ville. À partir des 8 lieux cartographiés, il apparaît qu'ils sont fortement enracinés dans le territoire et entretiennent des relations actives avec des lieux de culte d'autres confessions religieuses ainsi qu'avec différentes associations.

L'analyse des entretiens et les récits intégrés dans les cartes révèlent l'existence de nombreuses activités indépendantes du culte,

représentatives d'une protection sociale informelle que l'administration municipale doit reconnaître et valoriser.

Pendant la durée du projet, la Ville de Modène a identifié sur son territoire 10 enseignements de langue maternelle autre que l'italien, dont 8 ont, à ce jour, été interviewés et cartographiés. Au cours de cette même période, 24 organisations – associatives, religieuses ou offrant des cours dans des langues autres que l'italien – ont été contactées et consultées sur les thématiques du projet. Cela a permis de recueillir un volume d'informations plus important que celui présenté sur la carte, des informations susceptibles d'être utiles aux politiques de l'administration municipale. Bon nombre de ces organisations se sont montrées fortement intéressées et favorables au projet. Elles ont exprimé des besoins et des difficultés concernant l'enseignement des langues maternelles; elles ont manifesté l'intention

d'ouvrir un cours de langue maternelle et ont exprimé leur appréciation pour ce nouveau canal de communication avec la Ville et leur volonté de poursuivre le dialogue sur ces sujets.

En ce qui concerne les 8 organisations interviewées, les langues enseignées sont l'arabe dans 62 % des cas, l'ukrainien dans 25 % des cas et le russe dans 12,5 %. Il en ressort donc une nette prédominance de l'enseignement de la langue arabe, suivie de l'ukrainien, dont la diffusion a été stimulée par le conflit russo-ukrainien, comme le soulignent les entretiens. Le grec et l'espagnol sont les deux langues qui, au moment de la rédaction de ce guide ne figurent pas encore dans la cartographie, bien qu'elles soient enseignées sur le territoire de Modène.

Plusieurs observations émergent de la cartographie.

La première concerne la dispersion spatiale des lieux d'enseignement sur l'ensemble du territoire de Modène, en raison notamment du lien fort entre certains cours de langue et des lieux de culte, ainsi que de la nécessité de s'adapter aux espaces disponibles.

La deuxième observation – directement liée à la précédente – concerne la difficulté commune à tous les cours de trouver des locaux adaptés à l'enseignement de groupes d'enfants, et éventuellement d'adultes. Les écoles sont unanimement considérées comme des lieux particulièrement adéquats, en raison de la répartition des espaces en salles séparées, des conditions de sécurité, du caractère institutionnel des lieux et de la présence d'espaces extérieurs.

La troisième observation est que ces cours valorisent le multilinguisme comme une ressource linguistique et culturelle:

ils visent tous à fournir aux participants des outils et des compétences supplémentaires, par exemple pour communiquer avec leurs proches et avec le pays d'origine des parents, ou pour mieux connaître la culture liée à leur contexte d'origine. Toutefois, tous les cours témoignent également d'une ouverture envers des usagers n'ayant pas le profil culturel correspondant à la langue enseignée. En effet, si l'« usager type » est généralement un enfant né en Italie de parents ayant un parcours migratoire, nombreuses sont les demandes provenant d'enfants, de jeunes adultes et d'adultes pour des raisons professionnelles, formatives ou personnelles. Enfin, l'ensemble des cours interviewés présentent une forte dimension sociale, récréative, agrégative et solidaire, avec de nombreux projets et activités menés aux niveaux local et national.

Ces éléments peuvent aider l'administration municipale à planifier des politiques qui tiennent compte des besoins de ces groupes

informels qui mettent en valeur un patrimoine local important et pour lesquels la demande est potentiellement croissante et, comme c'est le cas pour Reggio Emilia, à reconnaître et à valoriser une forme de protection sociale informelle déjà présente sur le territoire.

Une partie des données recueillies dans les deux territoires a ensuite été traitée à l'aide du logiciel, afin d'être rendue publiquement accessible à l'ensemble des services des deux administrations municipales ainsi qu'à la citoyenneté, au moyen de cartes interactives. Parmi les logiciels disponibles dans le commerce, le choix s'est porté sur ArcGIS, une plateforme géospatiale complète permettant la création, la gestion, l'analyse et le partage de données géographiques par le biais de cartes et d'applications. Développée par [Esri](#), ArcGIS offre différentes solutions, dont [ArcGIS Pro](#) (logiciel desktop avancé), [ArcGIS Online](#) (solution cloud) et [ArcGIS Enterprise](#) (plateforme on-premise ou sur cloud privé).

Les deux Villes ont choisi d'investir dans la solution ArcGIS Pro pour les raisons suivantes : la possibilité de gérer des données spatiales et tabulaires avec une grande précision ; l'intégration directe avec la plateforme ArcGIS Online pour la publication et le partage des cartes ; la compatibilité avec des outils de sondage et de participation citoyenne tels que Survey123 ; une capacité étendue d'analyse, de thématisme et de mise à jour des données.

Le processus de réalisation des cartes est illustré ci-dessous. Celui-ci suit un flux structuré en étapes successives, allant de la préparation des données à la publication de la carte numérique.

La collecte initiale des données peut être réalisée au moyen de relevés directs, d'archives municipales, de données démographiques et socioculturelles déjà présentes dans les bases de données municipales, d'open data nationaux ou dans les chambres de commerce.

Comme déjà indiqué, il a été décidé, pour ce projet, d'opter pour un relevé direct dans l'idée que cette méthode permettrait également d'actualiser d'éventuelles données déjà en possession des deux administrations.

Après la collecte, une normalisation et un nettoyage des données sont effectués. Il est en effet nécessaire d'uniformiser les formats et les systèmes de coordonnées (en Europe, de préférence WGS84 ou ETRS89/UTM32N), de corriger d'éventuelles erreurs ou doublons, puis de vérifier la cohérence géographique grâce au géocodage, c'est-à-dire l'association de chaque enregistrement à une position précise sur la carte. À cet égard, il a été utile de préparer un tableau de référence au format .xlsx contenant, pour chaque enregistrement, les informations recueillies.

Une fois les données prêtes, un nouveau projet a été créé dans ArcGIS Pro, en important le tableau Excel préparé et en spécifiant les champs de latitude et de longitude.

Le logiciel positionne automatiquement les points sur la carte de base, mais il est essentiel de vérifier manuellement l'exactitude des localisations, en corrigeant les éventuelles erreurs de géocodage (par exemple, adresses non reconnues ou coordonnées inversées). Une fois cette vérification terminée, les points ont été enregistrés en tant que feature class ou shapefile.

Pour rendre lisible la complexité du territoire et en fonction du nombre de thèmes à représenter (à changer), il a été nécessaire d'organiser les données en couches thématiques distinctes (par exemple, une pour les lieux de culte, une pour les activités commerciales). Chaque couche peut, en effet, être thématisée graphiquement au moyen de couleurs, de symboles et d'icônes cohérents.

ArcGis Pro met également à disposition des outils d'analyse permettant d'interpréter les données d'un point de vue territorial. Parmi les plus utiles pour appréhender la diversité culturelle – lorsqu'une quantité de données à disposition est suffisante – figurent:

- Density Mapping (Kernel Density) qui met en évidence les zones de plus forte concentration de lieux ou d'activités recensés ;
- Buffer Analysis qui mesure la proximité des éléments par rapport aux écoles, aux espaces publics ou aux services ;
- Spatial Join qui permet d'établir des corrélations entre les attributs de différents jeux de données (par exemple, croiser la localisation des activités commerciales avec la densité de population).

Ces analyses permettent d'identifier les zones où la diversité est particulièrement élevée sur les territoires.<sup>4</sup>

---

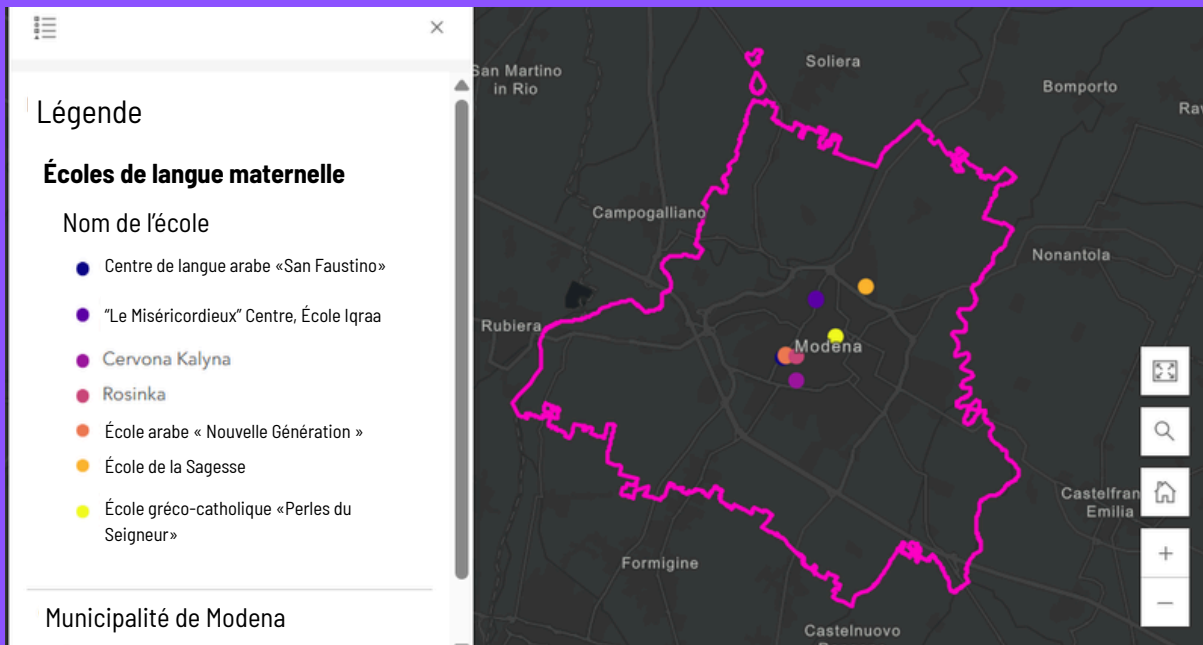
<sup>4</sup> Dans le cadre de ce projet, ces analyses n'ont pas été réalisées car la collecte des données doit encore être finalisée. Le projet étant axé sur une action pilote, qui pourra être étendue à d'autres zones au cours de l'année à venir, ces analyses seront effectuées à un stade ultérieur.

Le logiciel positionne automatiquement les Après avoir complété la phase analytique, la carte finale a été réalisée. Les principales opérations sont les suivantes :

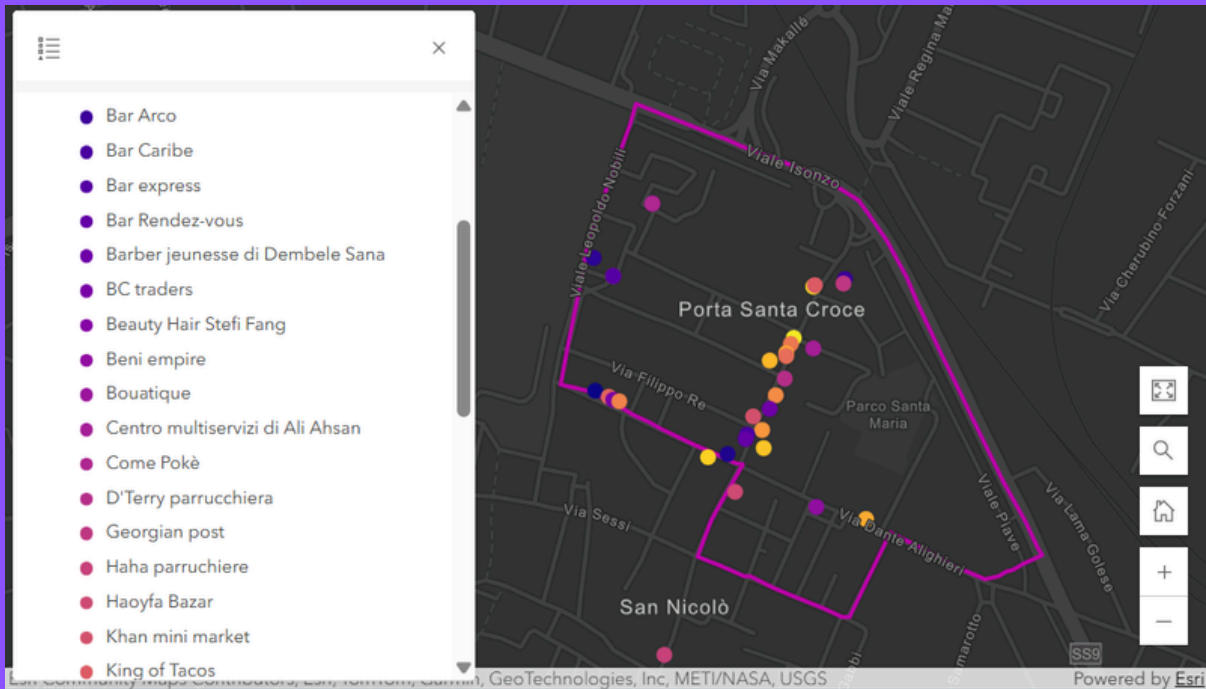
- la création de mises en page de cartes avec titre, légende, échelle et logos éventuels;
- la configuration de pop-ups interactifs afin de fournir des informations détaillées pour chaque point (description, photos, liens);
- la publication de la carte sur ArcGis Online sous forme de Web Map pour permettre la consultation publique ainsi que son utilisation dans des contextes participatifs et didactiques.

Les images suivantes illustrent les différents domaines d'analyse des cartographies réalisées par les villes de Modène et de Reggio Emilia.

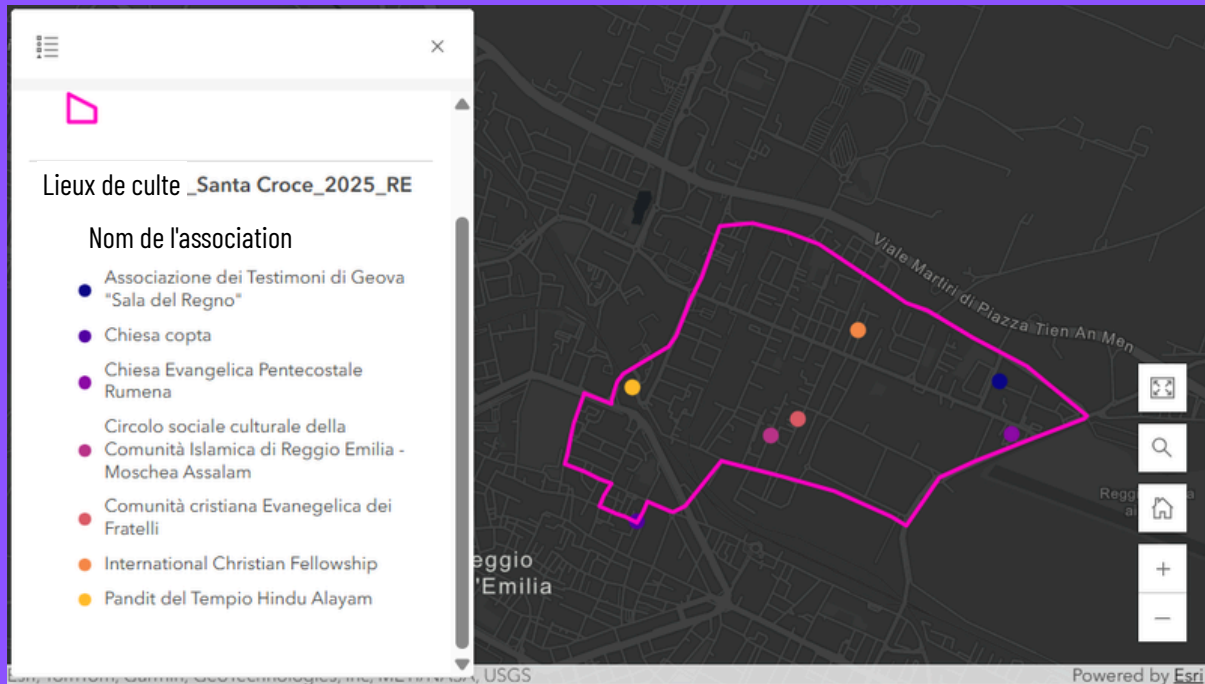
# Multilinguisme et écoles de langues maternelles à *Modène*



# Entrepreneuriat et diversité culturelle dans le quartier Santa Croce de Reggio Emilia



# Diversité religieuse à Reggio Emilia, *quartier intérieur et extérieur de Santa Croce*



## DEUXIÈME PARTIE: Cartographier la diversité culturelle étape par étape

Comme illustré précédemment, cartographier la diversité culturelle d'un territoire donné est une action complexe et extrêmement articulée. Étant donné que les domaines susceptibles d'être analysés sont nombreux, il est impensable de le faire simultanément. Une telle démarche risquerait d'être trop dispersive, en plus de nécessiter un temps de réalisation insoutenable : multiplier les centres d'attention comporte en effet le risque que, une fois finalisée, la cartographie soit déjà obsolète.

Il est donc nécessaire de faire des choix stratégiques et adaptés au contexte. Tout en reconnaissant la diversité et le caractère unique de chaque processus de cartographie, il est toutefois possible d'esquisser quelques étapes de la procédure. L'objectif est que ces étapes puissent servir de guide et de support à tout processus de création et d'utilisation de cartes similaires.

## 01 Approbation politique et définition des objectifs de la cartographie.

La première étape consiste à procéder à une évaluation préliminaire de l'existant, en particulier à vérifier s'il existe une convergence réelle entre les plans stratégiques en vigueur et la connaissance de la diversité présente sur le territoire. À l'inverse, la cartographie peut également être conçue pour mettre en valeur un élément déjà connu, afin de le rendre accessible et communicable vers l'extérieur.

Comme largement souligné, les politiques interculturelles et la connaissance du territoire sont deux variables étroitement liées : les premières devraient découler de la seconde. Il est juste de parler de variables, car toutes deux comportent des éléments susceptibles d'évoluer dans le temps.

Cela peut sembler évident, mais du point de vue d'une collectivité locale, ce n'est pas toujours acquis. Combien de fois a-t-il été observé que la pensée interculturelle d'une administration – formulée à un moment précis du passé, en réponse aux défis de cette période – n'a jamais été actualisée au point de ne plus correspondre à celle d'aujourd'hui ?

Cette situation transparait également dans certains documents stratégiques encore en vigueur, mais clairement datés. Le premier pas consiste donc à examiner de manière très critique les plans et les actions stratégiques afin de comprendre si les informations contextuelles dont l'administration dispose sont précises et adaptées au moment présent.

Une évaluation d'impact adéquate des actions mises en œuvre dans le cadre de ces plans peut contribuer à cette analyse. Il est alors possible de constater que certains axes d'action n'ont en réalité jamais été mis en œuvre ou qu'ils ont rencontré des obstacles à un moment donné.

Quel que soit le facteur (l'approche adoptée, le manque d'intérêt et de contribution des parties prenantes identifiées, les facteurs externes, etc.), s'il n'y a pas eu entre-temps une forme de désinvestissement de la part de l'administration, il y aura toujours une connaissance insuffisante du contexte.

Par exemple, une approche qui s'était révélée efficace dans le passé ou dans un autre contexte peut ne pas être adaptée à la situation actuelle ; de même, les parties prenantes identifiées peuvent ne pas avoir joué le rôle attendu parce que les bonnes structures ou personnes n'ont peut-être pas été repérées, ou parce que leurs besoins et les ressources qu'elles pouvaient mobiliser n'ont pas été correctement compris, etc.

Dans cette optique, la cartographie peut aussi constituer un point de départ pour initier un travail entièrement nouveau dans un domaine où il n'existe aucune expérience préalable.

Dans tous les cas, il est indispensable d'identifier clairement les lacunes de connaissance relatives au contexte et de planifier une cartographie capable de les combler.

Comme le montre le choix effectué par la Ville de Modène pour son propre champ d'enquête, la cartographie peut également assumer une finalité de renforcement, et non seulement de compensation : elle peut servir à valoriser et à communiquer vers l'extérieur les résultats obtenus dans un domaine d'action donné, à travers une visualisation et une narration des lieux identifiés et éventuellement activés.

### **Acteurs impliqués**

- le service et les services responsables de la définition et de la mise en œuvre des plans stratégiques liés aux politiques interculturelles;

- les autres services concernés par les domaines thématiques identifiés lors de l'évaluation;
- les services de l'administration municipale ou les services externes ayant accès aux données relatives aux domaines identifiés;
- d'éventuels évaluateurs externes, susceptibles d'apporter un regard extérieur et objectif.

### **Quelques questions directrices**

- Depuis combien de temps les plans liés aux politiques interculturelles n'ont-ils pas été révisés ? Sur quels types de données avaient-ils été élaborés à l'époque ?
- Quels domaines nécessiteraient un renforcement ? Quelles sont les données disponibles aujourd'hui ? Ces données sont-elles fiables ?

- Quels domaines ont obtenu les meilleurs résultats (en termes d'actions mises en œuvre, de résultats atteints, de parties prenantes mobilisées) ? Quels résultats pourraient produire une visualisation publique des lieux touchés par les actions mises en œuvre ?

### **Facteurs de risque et mesures d'atténuation possibles :**

Dans le choix des domaines à cartographier et dans la décision de publier ou non les résultats afin de les rendre accessibles à l'ensemble de la population, il est nécessaire de réfléchir et d'anticiper d'éventuelles instrumentalisation par des partis ou des mouvements politiques opposés à la perspective interculturelle ainsi que le risque d'exposer ces données à des phénomènes de haine (en ligne et/ou sous forme d'actes de vandalisme dans les lieux concernés).

Cette crainte ne doit pas bloquer l'intention initiale, car l'inaction compromettrait les politiques interculturelles elles-mêmes (déjà remises en cause par les forces d'extrême droite et populistes), mais il convient d'adopter toutes les mesures préventives et de prudence pour réduire les risques. Plus le projet de cartographie est participatif et qu'il implique un échange avec les personnes qui ont accès aux réalités à analyser (informateurs clés), plus il devient possible de comprendre ces risques (à la lumière d'éventuelles expériences antérieures) et de créer des alliances pour intervenir rapidement en soutien des potentielles victimes.

## 02 Délimitation des domaines et éventuellement de la zone faisant l'objet de la cartographie

Une fois les domaines à cartographier identifiés, ceux-ci doivent être définis et délimités afin que les données collectées présentent une certaine cohérence. A titre d'exemple, le processus de délimitation suivi par les deux Villes est illustré ci-dessous.

### Reggio Emilia

En lien avec le point précédent, dans l'évaluation récente de son plan stratégique *DiTUTTI*, la Ville de Reggio Emilia a constaté un manque de conscience, au sein des différents services, du potentiel de deux axes d'action. Il s'agit notamment du dialogue entre religion et spiritualité et des « diversity labs » (économies plurielles et innovation de la diversité), bien que ces deux domaines aient connu dans le passé de nombreuses activités et des résultats significatifs.

Comme illustré ci-dessus, l'administration municipale a donc choisi de concentrer ce projet de cartographie expérimentale sur ces deux domaines, en opérant un certain nombre de choix destinés à mieux les définir. En particulier, en ce qui concerne les lieux de culte, la question s'est posée de savoir ce qu'il convenait d'inclure dans la catégorie des « lieux d'expression de la diversité culturelle » : fallait-il inclure tous les lieux fréquentés par des résidents ayant un parcours international (y compris donc les églises catholiques traditionnelles) ou se limiter aux cultes dits minoritaires ?

En cohérence avec les objectifs du plan DiTUTTI et les défis identifiés, la deuxième option a été retenue, jugée plus fonctionnelle : une inclusion plus large aurait en effet rendu le travail excessivement complexe, au risque d'en atténuer la lisibilité des résultats.

Concernant le thème de la diversité dans le domaine économique, l'administration municipale a décidé de concentrer ses efforts sur l'identification des activités commerciales exprimant une diversité culturelle.

Ici encore, il a été nécessaire de clarifier les critères d'inclusion : fallait-il considérer toutes les activités offrant des services principalement destinés à des résidents ayant un parcours international, indépendamment de l'origine ou de la titulaire, ou se limiter aux établissements dont le ou la titulaire a lui-même ou elle-même un parcours international ? Le choix s'est porté sur cette dernière option, car plus clairement définissable et plus fonctionnelle pour construire des parcours de relation et de mise en réseau entre les opérateurs identifiés.

## Modena

La Ville de Modène a décidé d'examiner le multilinguisme présent dans les différents lieux de la ville. Une analyse du paysage linguistique (à travers les signes publics) aurait été trop dispersive et difficile à interpréter.

La décision de cartographier la diversité linguistique et les enseignements de langues maternelles présents sur le territoire découle de la volonté de valoriser le multilinguisme en tant que ressource culturelle et sociale,

conformément aux principes de Carta viva per Modena Interculturale. Ce document reconnaît en effet la diversité linguistique comme un élément structurel de la société, à promouvoir pour renforcer l'inclusion, la participation et le dialogue entre les communautés. Cartographier les cours de langue maternelle constitue donc une action stratégique et inclusive visant à rendre visibles les opportunités de formation déjà existantes, à faciliter l'accès aux services linguistiques pour tous et à soutenir le rôle des associations/collectivités /lieux d'agrégation dans la transmission du patrimoine culturel.

Ce travail contribue à favoriser l'agrégation sociale et à promouvoir des relations positives entre personnes ayant des parcours linguistiques et culturels différents, en cohérence avec l'un des piliers de la Carta, qui vise à

«favoriser la connaissance des langues pour encourager l'agrégation et l'interaction ».

Ainsi, il a été choisi de se concentrer sur les lieux où les cours de langue maternelle sont actifs, en rapport avec les langues et les dialectes parlés par les diasporas sur le territoire.

### **Acteurs impliqués**

- les services chargés de réaliser la cartographie (qui ne coïncident pas nécessairement avec les services chargés de définir et de mettre en œuvre les politiques interculturelles). Lorsque ce n'est pas le cas, une coordination entre les deux sera nécessaire.
- d'éventuels chercheurs externes, capables de comprendre la précision et la cohérence des choix effectués (activer d'éventuelles collaborations avec les universités ou les centres de recherche du territoire).

### Quelques questions directrices

- Comment circonscrire le domaine identifié sans l'appauvrir, mais en veillant à ce que les résultats soient clairement lisibles ?
- Comment communiquer ce choix de manière claire, sans entrer en contradiction avec les principes énoncés dans les politiques interculturelles ?

### Facteurs de risque et mesures d'atténuation possibles

La délimitation des domaines, comme il ressort de ce qui a été exposé, est une opération particulièrement délicate. Prévoir des contrôles de second et troisième niveau réalisés par des professionnels du secteur disposant de compétences clés dans les domaines concernés peut aider à identifier des nuances subtiles de sens, initialement non envisagées.

Il est essentiel que toute personne s'approchant de la cartographie comprenne parfaitement ce qui en fait partie et ce qui n'en fait pas. Pour cette raison, il est important d'élaborer des catégories claires, capables d'expliquer l'inclusion ou l'exclusion de certains types de données.

## 03 Choix de l'outil le plus adapté

Il existe différents outils pour cartographier la diversité culturelle d'un territoire, allant des plus simples et économiques – comme Excel – aux solutions plus coûteuses et sophistiquées, telles qu'ArcGIS. Le choix dépend des objectifs fixés (Étape 1), des compétences internes disponibles et des ressources économiques accessibles.

### Quelques questions directrices

- Les données disponibles sont-elles déjà géoréférencées ou doivent-elles être traitées ?
- Une mise à jour périodique des cartes est-elle prévue ou s'agira-t-il d'une publication unique ?
- À qui les cartes seront-elles destinées (usage interne, diffusion publique, décisionnel) ?
- Les implications éthiques et les questions de confidentialité liées à la représentation de données sensibles ont-elles été prises en compte ?

### Facteurs de risque et mesures d'atténuation possibles

- Qualité et cohérence des données : les données issues de sources différentes peuvent être hétérogènes en termes de format, d'échelle ou de degré d'actualisation. Il est utile d'adopter un standard unique, de documenter

systematiquement la source et la date de la donnée et d'effectuer des contrôles de cohérence en croisant différents jeux de données (par exemple, sources institutionnelles par rapport aux observations de terrain).

- Actualisation et durabilité du projet : le projet risque de s'interrompre après la publication initiale en raison de la complexité du projet et du coût de la licence. Il est utile de définir clairement les responsabilités en matière de mise à jour des données et la capacité à supporter le coût de la licence. Une documentation interne détaillée doit être mise en place et une formation croisée de plusieurs opérateurs doit être encouragée pour assurer la continuité de la mise à jour des cartes.
- Protection des données sensibles et risque d'exposition involontaire : publication d'informations identifiant des individus ou des communautés vulnérables. Il est nécessaire d'obtenir le consentement des personnes directement impliquées dans la cartographie et de soumettre la carte à une révision éthique avant sa publication.

## 04 Définition des délais

Bien que, comme indiqué précédemment, chaque action de cartographie doit être envisagée comme un processus et non comme des photographies extemporanées, il est indéniable que les données produites représentent l'instantané d'un moment donné. Il est donc extrêmement contre-productif d'imaginer commencer une cartographie puis la mettre en stand-by pour diverses raisons (difficultés rencontrées, priorités soudainement différentes, etc.) pour la reprendre ultérieurement : le risque est que les données collectées dans la phase initiale aient changé entre-temps. Il est donc fondamental de prévoir une durée limitée, de quelques semaines ou quelques mois (selon la complexité du domaine identifié). Réaliser les cartographies dans le cadre de projets structurés, comme cela s'est produit pour Reggio Emilia et Modène grâce à l'« Intercity Grant », s'avère donc particulièrement utile.

### Questions directrices

- Quel est le temps moyen estimé pour la cartographie de la zone identifiée ?
- Combien de ressources humaines (internes et externes) sont nécessaires pour réaliser la cartographie dans les délais fixés ?
- À quelle fréquence évolue la gestion des lieux faisant l'objet de la cartographie ?
- À quelle fréquence changent les figures de référence ?

### Facteurs de risque et mesures d'atténuation possibles

Pour limiter le risque que la cartographie, en tant qu'action expérimentale, puisse, pour quelque raison que ce soit, être interrompue avant son terme (ou que les délais ne s'allongent excessivement), il est essentiel d'adopter une approche proactive incluant une planification détaillée, l'identification et la gestion de tous les risques susceptibles de survenir, l'implication et le dialogue constant

avec les principales parties prenantes identifiées et, enfin, un suivi continu, permettant des ajustements en temps opportun.

## 05 Implication d'éventuelles parties prenantes

Comme largement expliqué, les difficultés et les points critiques liés au travail d'identification des lieux sont nombreux. Il est important d'identifier des alliés, en tant qu'informateurs clés, capables de soutenir ce processus d'identification.

S'il n'existe pas de raisons particulières de cartographier une zone plutôt qu'une autre, il est recommandé de sélectionner la zone dans laquelle la collectivité locale dispose déjà de parties prenantes présentes et actives.

### Questions directrices

- Quelle légitimité possède la partie prenante identifiée au sein de la zone analysée ?
- Peut-elle servir de pont pour permettre à l'administration municipale d'entrer en contact avec le lieu identifié et d'établir une relation de confiance ?

### Facteurs de risque et mesures d'atténuation possibles

Le fait de disposer de réponses préalables aux questions directrices mentionnées ici réduit fortement le risque que les contacts établis soient contre-productifs, c'est-à-dire qu'ils ne soient pas reconnus ou légitimés par les lieux avec lesquels un contact cherche à être établi.

## 06 Utilisation et diffusion des cartes

Une fois réalisées, les cartes devraient être présentées à l'ensemble des services et des bureaux techniques de l'administration et intégrées dans leur travail afin que tous les agents publics puissent s'appuyer sur une même source de données concernant la diversité pour la planification et la mise en œuvre de leurs interventions.

Patrimoine commun de toute l'administration municipale, les cartes devraient également favoriser une meilleure synergie entre différentes interventions menées dans une même zone territoriale, en dépassant la configuration « en silos » qui caractérise de nombreuses structures publiques.

Compte tenu de l'importance d'un soutien politique pour garantir un impact accru, les cartes, une fois finalisées, devraient être présentées et validées par les différents organes de gouvernance de la collectivité locale, en tant qu'outils d'appui aux politiques.

Enfin, il revient à chaque collectivité de décider de publier ou non les cartes, en intégrant des fonctions d'autogéolocalisation dans une logique participative, en accord avec les finalités définies et explicitées au début du processus.

### Questions directrices

- À quels outils opérationnels et de planification des collectivités locales les cartes peuvent-elles être rattachées ?
- Existe-t-il déjà d'autres cartes virtuelles, portant sur d'autres objets d'analyse, accessibles à l'ensemble de la population ?

### **Facteurs de risque et mesures d'atténuation possibles**

Le risque que les cartes, une fois finalisées, ne soient pas utilisées est bien réel. Intégrer cette action dans des cartographies déjà existantes et effectivement utilisées – plutôt que créer un dispositif entièrement nouveau – peut contribuer à réduire ce risque. Si une participation active de la population est également prévue, à travers des modalités d'autogéolocalisation, il sera nécessaire de promouvoir adéquatement cette possibilité en mobilisant tous les outils de visibilité possibles (y compris d'éventuelles initiatives publiques).

# Conclusions

Le projet s'inscrit dans le large débat international autour de la cartographie culturelle, qui conçoit la cartographie non pas comme une simple représentation graphique du territoire, mais comme une pratique sociale (Duxbury, Garrett-Petts & MacLennan, 2015). Dans cette vision, les cartes deviennent des outils permettant de relier les données, les récits et les politiques, générant ainsi des formes de connaissance partagée capables de restituer la complexité des lieux et des relations qui les traversent.

La cartographie culturelle rend ainsi visible ce qui, habituellement, reste invisible – mémoires, émotions, pratiques quotidiennes – et transforme la représentation territoriale en un processus de reconnaissance mutuelle et de co-construction de récits. La méthodologie et les références théoriques adoptées ont ainsi permis de lire la diversité culturelle non pas comme une mosaïque d'identités distinctes, mais comme une trame de récits et de pratiques qui redéfinissent en permanence le sentiment d'appartenance. Dans cette perspective, la recherche devient non seulement un outil de cartographie du territoire, mais aussi un exercice de construction d'interculturalité critique, capable de dépasser les stéréotypes et de renforcer la complexité des interactions.

En dernière analyse, la cartographie urbaine et culturelle peut être appréhendée non pas comme une simple description, mais comme un processus participatif de représentation, dans lequel les données deviennent des récits et les cartes des outils de reconnaissance mutuelle et de cohésion sociale. La cartographie culturelle a, en effet, mis en évidence que les activités commerciales, les lieux de culte et les différentes langues constituent une ressource potentielle non seulement culturelle, mais aussi éducative et économique : connaître leur répartition permet d'orienter plus efficacement les politiques sociales et scolaires et de valoriser le multilinguisme et la diversité culturelle comme compétences sociales (Extra & Yagmur, 2008 ; Perlin et collaborateurs, 2021).

Étant un processus ancré dans un contexte territorial donné, il est difficile d'en définir les étapes à l'avance. L'importance d'une construction interactive de la carte a en effet été soulignée à plusieurs reprises :

celle-ci naît de la collaboration de l'ensemble des acteurs impliqués - résidents et administrations - dans un contexte spécifique doté de caractéristiques et de besoins qui lui sont propres. Ces éléments déterminent la conception du projet, mais aussi l'acceptation d'une reconfiguration éventuelle et d'un ajustement du travail en cours de route. La fluidité de la carte a également été mise en avant : il est essentiel de ne pas sous-estimer le renouvellement constant des processus sociaux propres au territoire concerné, afin de maintenir la carte à la fois à jour et utile. L'espoir est que le travail expérimental mené par les Villes de Modène et de Reggio Emilia (présenté dans la première partie), ainsi que les éléments d'attention, les potentielles difficultés et les points de force mis en lumière (décrits dans la deuxième partie), puissent servir de soutien à toutes les collectivités locales qui souhaiteront s'engager dans cette exploration. Nous ne pouvons donc qu'adresser à chacune et chacun nos vœux de bon travail et de bonne cartographie.

# Annexe:

## Exemples de cartes

01

Focus sur la toponymie

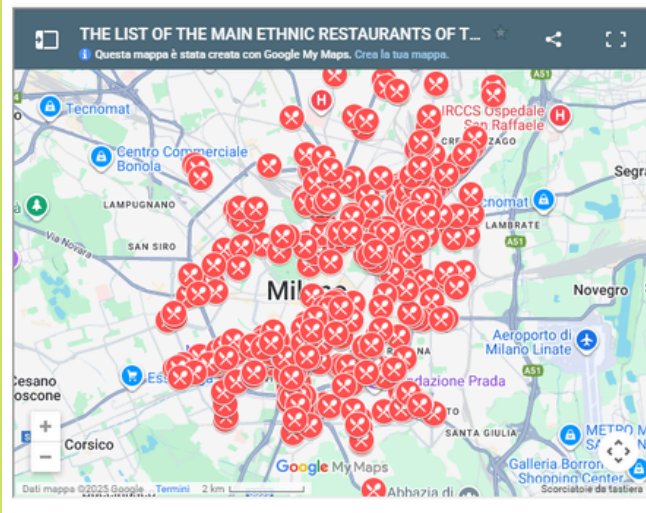
<https://mappingdiversity.eu/moldova/chisinau/>



## 02 Focus sur la diversité à travers l'alimentation

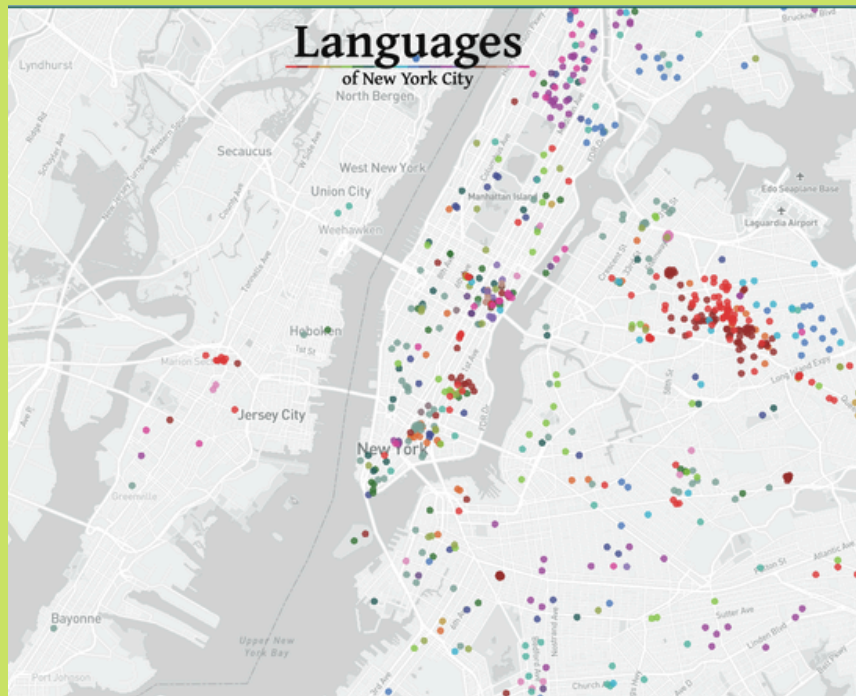
<https://www.migrations-mediations.com/il-database-della-ricerca/il-database-dei-ristoranti-etnici/>

### THE MAP OF THE MAIN ETHNIC RESTAURANTS OF THE MILAN AREA



# 03 Focus sur le plurilinguisme

<https://languagemap.nyc/Explore/Language/Malayalam/705>



# Annexe:

## FICHE DE RELEVÉ DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

(utilisée par la Ville de Reggio Emilia)

\*\*\* en vert les données recueillies à titre informatif, mais non intégrées dans la cartographie

- Nom enregistré
- Secteur économique/activité économique
- Adresse
- Coordonnées téléphoniques
- Adresse e-mail
- Éventuel site Internet et profils sociaux
- Horaires d'ouverture
- Année de fondation de l'activité
- Propriété du local (propriété, location, prêt à usage, etc.)
- Nom du propriétaire principal
- Pays d'origine du propriétaire principal
- Nationalité(s) du propriétaire principal
- Activités exercées précédemment
- Raisons du choix de cette zone pour l'ouverture de l'activité
- Éventuels autres associés
- Pays d'origine des associés
- Nationalité(s) des associés
- Taille (nombre d'employés)
- Pays d'origine des employés
- Éventuelles affiliations à des associations professionnelles
- Description des services offerts/produits commercialisés
- Focus sur un ou plusieurs éléments qui le caractérisent/le rendent unique
- Description des principaux usagers (\*pour comprendre qui fréquente l'activité commerciale, s'il s'agit uniquement de compatriotes, de personnes ayant un profil international ou également d'Italiens depuis 1861, etc.)
- Collaborations éventuelles avec d'autres acteurs du quartier (par exemple, d'autres activités commerciales, des associations du territoire, etc.)
- Langues utilisées dans le commerce (enseignes, support d'information, etc.)
- Défis et besoins actuels
- Perspectives de développement

# Annexe:

## FICHE DE RELEVÉ DES LIEUX DE CULTTE

(utilizzata dal Comune di Reggio Emilia)

\*\*\* in verde i dati raccolti a scopo conoscitivo, ma non riportati nella mappatura

- Nom enregistré (dans le cas d'un organisme religieux ou d'un autre enregistrement formel) ou non usuel (dans le cas de groupes informels)
- Culte pratiqué
- Adresse
- Coordonnées téléphoniques
- Adresse e-mail
- Éventuel site Internet et profils sociaux
- Horaires d'ouverture
- Année de fondation
- Propriété du local (propriété, location, prêt à usage, etc.)
- Entité gestionnaire (association, personne physique, etc.)
- Histoire du lieu
- Éventuelles reliques ou objets significatifs conservés dans le lieu
- Principales célébrations, journées portes ouvertes/visites accessibles au public
- Activités et services offerts (au-delà de l'accès au lieu de prière, en précisant également les publics concernés)
- Projets et actions de solidarité (sur le territoire et dans le monde)
- Institutions avec lesquelles le lieu de culte collabore:
  1. Ville
  2. Province
  3. Région
  4. Préfecture
  5. Chambre de commerce
  6. Commissariat de police
  7. Autres entités \_\_\_\_\_
- Adhésion à des unions, fédérations ou autres entités (avec ou sans accord avec l'État italien)
- Éventuelles relations avec d'autres lieux de culte (du même culte ou d'autres cultes)
- Éventuelles relations avec d'autres espaces publics et associations du quartier
- Défis et besoins actuels

## Annexe:

# FICHE DE RELEVÉ DES LIEUX D'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE MATERNELLE (utilisé par la Ville de Modène)

\*\*\*en vert les données recueillies à titre informatif, mais non intégrées dans la cartographie

- Nom enregistré ou usuel
- Organisme / association / lieu de culte / lieu informel accueillant le cours
- Adresse
- Coordonnées téléphoniques
- Adresse e-mail
- Éventuel site Internet et profils sociaux
- Horaires d'ouverture
- Année de début des cours
- Propriété du local (propriété, location, prêt à usage, etc.)
- Entité gestionnaire (association, collectivité, lieu de culte, personne physique, etc.)
- Raisons du choix de ce lieu
- Histoire du cours/de l'école
- Langue(s) enseignée(s)
- Nombre d'enseignants et d'élèves
- Pays d'origine des enseignants
- Pays d'origine des élèves
- Âge des élèves
- Description des principaux usagers (pour comprendre qui fréquente l'école, s'il s'agit uniquement de compatriotes, de personnes ayant un profil international ou également d'Italiens)
- Compétences des enseignants
- Compétences des élèves dans leur langue maternelle au début et à la fin du cours
- Récits jugés pertinents sur les trajectoires/expériences migratoires des élèves
- Éventuels objets significatifs conservés dans le lieu
- Principales journées portes ouvertes / visites accessibles au public
- Activités et services offerts (au-delà des cours de langue, en précisant également les publics concernés)
- Projets et actions de solidarité (sur le territoire et dans le monde)
- Institutions avec lesquelles le cours/l'école collabore :
  1. Ville
  2. Province
  3. Région
  4. Préfecture
  5. Chambre de commerce
  6. Commissariat de police
  7. Autres entités \_\_\_\_\_
- Adhésion à des unions, fédérations ou autres entités (avec ou sans accord avec l'État italien)
- Éventuelles relations avec d'autres cours / écoles (enseignant la/les même(s) langue(s) ou d'autres langues)
- Éventuelles relations avec d'autres espaces publics et associations du quartier
- Défis et besoins actuels
- Perspectives de développement

## Bibliographie

- Amadasi S., Ballestri C. (2021), Representations of integration, cultural differences and the intercultural in questionnaires collected with professionals and parents, "Studia Migracyjne-Przegląd Polonjiny", 4 (182), pp. 97-117.
- Baraldi, C. (2020), I sistemi della comunicazione, Firenze, Leo S.Olschki.
- Baraldi, C., Farini F., Iervese V. (eds.) (2021), Raccontare storie personali in classe. Dalla ricerca all'innovazione educativa, Milano, Franco Angeli.
- Borrup, T. (2006), The creative community builder's handbook: How to transform communities using local assets, art, and culture, Saint Paul, MN, Fieldstone Alliance.
- Crouch, D., & Matless, D. (1996), Refiguring geography: Parish maps of common ground, "Transactions of the Institute of British Geographers", 21(1), 236-255.
- Duxbury, N., Garrett-Petts, W. F., & MacLennan, D. (2015), Cultural Mapping as Cultural Inquiry, London, Routledge.
- Extra, G & Yagmur, K (2008), Mapping immigrant minority languages in multicultural cities, in M Barni & G Extra (eds), Mapping Linguistic Diversity in Multicultural Contexts. Berlin/New York, Mouton de Gruyter, pp. 139-162.
- Holliday, A. (2011), Intercultural Communication and Ideology, Thousand Oaks/London, Sage, 2011.
- Holliday, A. (2013), Understanding Intercultural Communication: Negotiating a Grammar of Culture, London, Routledge.
- Holliday, A., & Amadasi, S. (2020), Making Sense of Intercultural. Finding DeCentred Threads, London, Routledge,
- Iervese, V. (2024), La differenza che fa la differenza, Milano-Udine, Mimesis.
- Jeannotte, M. S. (2016), Storytelling about Place: Engaging Citizens, "Cultural Mapping. City, Culture and Society", 7(1), 35-41.

- Perlin R., Kaufman D., Turin M., Daurio M., Craig S., Lampel J. (2021), Mapping Urban Linguistic Diversity in New York City: Motives, Methods, Tools, and Outcomes, "Language Documentation and Conservation", vol.15, pp.458-490.
- Piller I. (2011), Intercultural Communication. A Critical Introduction, Edimburgh, Edimburgh University Press.
- Roberts, L. (2016), Deep Mapping and Spatial Anthropology, "Humanities", 5(5), 1-15.
- Rodman, M. (2003), Empowering Place: Multilocality and Multivocality, "American anthropologist, New Series, vol 94, n.3, pp. 640-656.
- Somers, M. R. (1994), The narrative constitution of identity: A relational and network approach, "Theory and Society", 23(5), 605-649.



Comune  
di Modena



Centro Interculturale  
**MONDINSIEME**  
*Intercultural Centre*



**UNIMORE**  
UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI  
MODENA E REGGIO EMILIA